

Accord national professionnel
COMMERCE ET DISTRIBUTION

AVENANT N° 2 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017
À L'ACCORD DU 23 SEPTEMBRE 2011
RELATIF AU FORCO ET AUX STATUTS DU FORCO

NOR : ASET1850623M

Entre :

FH ;

FMB ;

FICIME ;

UCV ;

UDO ;

FCD ;

FNOF ;

FEH ;

FEC ;

CDNA ;

UPECAD ;

UBH ;

FNP ;

Union Sport et Cycle ;

SNOR,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC ;

FS CFDT ;
CGT CSD ;
FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant vise :

- à préciser la composition du conseil d'administration afin de tenir compte de la représentativité des organisations syndicales de salariés et d'employeurs ;
- à adapter l'accord du 23 septembre 2011 relatif à l'OPCA FORCO et les statuts de l'OPCA FORCO afin de permettre de désigner des membres suppléants au conseil d'administration.

Article 2

Modifications de l'accord du 23 septembre 2011

1. Afin de tenir compte de l'évolution du champ du FORCO, la liste des parties à l'accord est modifiée comme suit :

Pour le collège « employeurs », la liste des organisations syndicales d'employeurs est remplacée par la liste suivante :

- la fédération du commerce et de la distribution (FCD) ;
- la fédération des enseignes de l'habillement (FEH) ;
- les commerces de détail non alimentaires (CDNA) ;
- la fédération des magasins de bricolage et de l'aménagement de la maison (FMB) ;
- l'union sport et cycles ;
- l'union professionnelle des entreprises du commerce à distance (UPECAD) ;
- le syndicat national des opticiens réunis (SNOR) ;
- l'union des opticiens (UDO) ;
- la fédération nationale des opticiens de France (FNOF) ;
- l'union du grand commerce de centre-ville (UCV) ;
- la fédération des entreprises internationales de la mécanique et de l'électronique (FICIME) ;
- l'union de la bijouterie horlogerie (UBH) ;
- la fédération des enseignes de la chaussure (FEC) ;
- la fédération nationale de la photographie (FNP) ;
- la fédération de l'horlogerie (FH).

Pour le collège « salariés », sont supprimées de la liste des organisations syndicales de salariés les organisations suivantes :

- la fédération générale des mines et de la métallurgie, FGMM – CFDT ;
- la fédération générale CFTC des transports-SNED ;
- la fédération nationale des syndicats des transports – CGT ;
- la fédération nationale des industries chimiques, FNICT – CGT ;
- la fédération confédérée FO de la métallurgie.

2. Au 9^e tiret de l'article 2 est ajouté le mot « notamment » avant les mots « dans le cadre de l'observatoire prospectif du commerce ».

3. L'article 3 est modifié comme suit :

Les trois premiers alinéas sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le FORCO est administré par un conseil d'administration paritaire comprenant deux collèges, composé de :

- deux représentants titulaires de chacune des organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ou qui y adhéreraient ultérieurement et représentatives dans le champ constitué des branches du FORCO, visé à l'article 1^{er} du présent accord ; cette représentativité est appréciée à chaque renouvellement du conseil d'administration au regard de la consolidation dans ce champ des audiences des organisations syndicales au sein de chacune des branches concernées, telles que résultant de la plus récente mesure de représentativité ayant donné lieu à la publication des arrêtés relatifs à ces branches, et selon les règles notamment de seuil définies aux articles L. 2122-5 et L. 2122-7 du code du travail.

Lorsque les champs couverts par le FORCO relèvent de fédérations différentes affiliées à une même confédération, les représentants peuvent appartenir à des fédérations différentes dans la limite de deux membres pour une même affiliation confédérale.

Chaque organisation syndicale de salariés siégeant au conseil d'administration peut désigner un suppléant pour chaque titulaire ;

- un nombre égal de représentants titulaires des organisations professionnelles patronales membres du FORCO, et autant de suppléants, désignés sous l'égide du conseil du commerce de France.

En cas d'absence d'un titulaire, celui-ci peut donner pouvoir à un autre titulaire ou à un suppléant du même collège.

Les suppléants ont le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration ; ils ne peuvent voter ni intervenir dans les débats, sauf lorsqu'ils remplacent un titulaire.

Tout administrateur du FORCO qui est ou devient administrateur d'un autre OPCA ou OCTA en informe le conseil d'administration. »

À l'avant-dernier alinéa, les mots : « au bureau » sont remplacés par les mots : « dans les conditions prévues par les statuts ».

4. Dans la liste des champs conventionnels couverts par l'accord, le 12^e tiret est supprimé.

Article 3

Modifications des statuts du FORCO

1. À l'article 4, les mots : « article 7 » sont remplacés par les mots : « article 8 ».

2. L'article 5 est rédigé comme suit :

« Article 5

Composition du FORCO

Le FORCO est composé des organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans au moins une branche visée à l'article 1^{er} de l'accord constitutif du 23 septembre 2011. »

3. L'article 9 devient l'article 7 et est modifié comme suit :

Le premier alinéa est remplacé par les alinéas suivants :

Le conseil d'administration désigne pour 2 ans parmi ses membres titulaires, un bureau composé :

- d'un membre par organisation syndicale de salariés. Lorsque le conseil d'administration compte plusieurs organisations syndicales affiliées à une même confédération, celles-ci choisissent en leur sein leur membre du bureau ;

- et d'un nombre égal de membres représentant les organisations professionnelles d'employeurs signataires dudit accord ou y ayant adhéré ultérieurement, désignés sous l'égide du conseil du commerce de France.

Au troisième alinéa, après les mots : « à un autre membre » est ajouté le mot : « titulaire ».

4. La numérotation des articles est modifiée comme suit :

- l'article 7 devient l'article 8 ;
- l'article 10 devient l'article 9 ;
- l'article 11 devient l'article 10 ;
- l'article 12 devient l'article 11 ;
- l'article 13 devient l'article 12 ;
- l'article 14 devient l'article 13.

5. Le nouvel article 12 est modifié comme suit :

Le deuxième alinéa est rédigé comme suit :

« La demande de modification peut être adressée par lettre recommandée avec avis de réception par toute organisation membre du FORCO et remplissant les conditions de représentativité définies à l'article 3 de l'accord du 23 septembre 2011. »

Dans la première phrase du quatrième alinéa, le mot : « statutairement » est supprimé et le mot : « titulaires » est ajouté après le mot : « membres ».

Dans la deuxième phrase du quatrième alinéa, le mot « titulaires » est ajouté après le mot « membres ».

Article 4

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties auprès de l'autorité administrative compétente. Il entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017.

Article 5

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, le conseil du commerce de France étant chargé des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2017.

(Suivent les signatures.)